

Document

Un axe Jérusalem Riyad contre Téhéran ?

(Atlantico.fr)

6 octobre 2011

Selon la presse israélienne, la coalition dirigée par Benjamin Netanyahu envisagerait sérieusement des frappes aériennes sur l'Iran afin de détruire ses installations nucléaires. Et Israël pourrait compter sur un allié de circonstance : l'Arabie Saoudite. Assez pour convaincre les Etats-Unis ?

L'armée israélienne se prépare-t-elle à des bombardements prochains sur les installations nucléaires iraniennes ? Crédit Reuters

De nombreux éléments semblent indiquer que le premier ministre Benjamin Netanyahou serait décidé à attaquer l'Iran, malgré l'opposition de nombreux militaires israéliens. Pour convaincre les Occidentaux de le soutenir, Netanyahou pourrait compter sur un allié de circonstance : l'Arabie Saoudite.

Jusqu'où ira la coalition au pouvoir en Israël ? C'est la question que l'on peut se poser devant les nombreuses fuites affirmant que Tel-Aviv pourrait bombarder l'Iran dans les prochains jours. Mercredi 2 novembre, le quotidien Haaretz a révélé que le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, et son ministre de la défense, Ehoud Barak, cherchaient à convaincre le reste du gouvernement à lancer une attaque contre les installations nucléaires iraniennes. Ils auraient déjà convaincu le ministre des Affaires Etrangères, Avigdor Lieberman, membre du parti nationaliste Israel Beytenou.

Cependant, au sein du cabinet de Benjamin Netanyahou, **le ministre de l'intérieur et chef du parti ultra-orthodoxe Shass, Elie Yishai, Dan Méridor (ministre chargé des services de renseignement), Benny Begin (ministre sans portefeuille), Moshé Yaalon (ministre chargé des affaires stratégiques) et Youval Steinitz (finances) sont contre l'option militaire et privilégient le lobbying occidental en faveur de pressions économiques sur l'Iran.**

Plus problématique, selon le journal Yedioth Ahronoth, le directeur du Mossad, Tamir Pardo, le chef d'Etat-major Benny Gantz, le directeur du renseignement militaire le Général Aviv Kochavi, ainsi que le directeur du Shin Bet (sécurité intérieure) Yoram Cohen, seraient opposés à de telles frappes actuellement. Selon un sondage, 4 Israéliens sur 10 soutiendraient une opération militaire.

Parallèlement, Israël a testé de nouveaux missiles balistiques à partir de la base militaire de Palmachim, près de Tel Aviv. Ceci confirme le rapport d'une commission britannique indépendante, que vient de publier le Guardian, selon lequel Israël est engagé à potentialiser ses capacités d'attaque nucléaire avec le soutien de l'OTAN, en particulier les missiles balistiques Jéricho 3 à portée intercontinentale de 8000 kms et les missiles de croisière lancés par les sous-marins. Plusieurs journaux israéliens ont également fait état d'exercices de ravitaillement en vol – ravitaillements nécessaires en cas d'attaque contre l'Iran- ayant eu lieu la semaine dernière entre l'aviation israélienne et l'Otan.

Enfin, le Guardian a également révélé le 2 novembre que la Grande-Bretagne se préparait à soutenir d'éventuelles frappes américano-israéliennes contre les installations nucléaires iraniennes.

Menace directe

Selon Haaretz, Benjamin Netanyahu attendrait le rapport de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) devant être rendu public le 8 ou le 17 novembre. Début octobre, le chef des inspecteurs de l'AIEA, Herman Nackaerts, accompagné de ses adjoints, a visité les sites "pendant cinq jours", dont la centrale nucléaire de Bouchehr et les installations d'enrichissement d'uranium à Fordo situés près de la ville de Qom et Natanz ou les sites nucléaires d'Isfahan, y compris l'usine de fabrication de barres de combustible. Leur rapport confirmerait le caractère militaire du programme nucléaire iranien et servirait ainsi de justification aux opérations militaires israéliennes.

Benjamin Netanyahu s'est montré particulièrement offensif lors de son intervention à la Knesset lundi dernier, qualifiant l'Iran comme étant « une menace sérieuse et directe pour nous ».

Le chef d'état-major des forces armées iraniennes, le général Hassan Firouzabadi, n'a pas tardé à réagir affirmant que les iraniens étaient « totalement préparés et sommes prêts avec les équipements adéquats à punir toute erreur" de la part d'Israël.

Quelle sera l'attitude des occidentaux ? **Un an avant la prochaine élection présidentielle, Barack Obama ne serait pas enclin à entraîner son pays dans un quatrième conflit en dix ans. Cependant, il aurait d'ores et déjà assuré Israël de son entier soutien.** Nicolas Sarkozy a de son côté affirmé que la France « ne resterait pas les bras croisés » si la sécurité d'Israel était menacée. Enfin, nous l'avons vu, les Britanniques se prépareraient déjà à offrir un soutien maritime à de telles opérations.

On peut douter que de telles frappes soient légitimes venant d'Etats nucléarisés. Le Pakistan a, ces dernières années, beaucoup plus œuvré pour la prolifération nucléaire que n'importe quel autre pays, sans être menacé d'attaques. Israël et l'Inde, non signataires du Traité de Non-Prolifération ont pu développer la bombe, contrairement à l'Iran, signataire du traité. L'Iran devrait-il donc sortir de ce traité pour pouvoir sanctuariser son territoire, par ailleurs régulièrement déstabilisé par des rebelles soutenus par le Pakistan dans la région du Balouchistan ? De plus, n'y a-t-il pas également un paradoxe dans les reproches, légitimes, d'une ingérence iranienne au Liban ou dans la bande de Gaza quand on a laissé l'armée saoudienne intervenir à Bahreïn ? **Enfin, sans missiles intercontinentaux, l'Iran ne constitue pas de menace directe pour les Etats-Unis ou même la France.**

Pressions

Enfin, reste une hypothèse émise par certains éditorialistes : **ces menaces occidentales serviraient en fait à exercer des pressions sur les grands pays émergents, dont beaucoup soutiennent Téhéran.** Ces frappes seraient évitables à condition que l'ONU intensifie ses sanctions contre la Banque Centrale Iranienne et le secteur pétrolier iranien, déjà sujet à de nombreuses sanctions. La commission des affaires étrangères du Sénat américain a ainsi décidé le 2 novembre de proposer une loi dans ce sens au Congrès.

De telles sanctions profiteraient en premier lieu à l'Arabie Saoudite, également « cible » du complot présumé visant à assassiner son ambassadeur à Washington. Ce complot au scénario hollywoodien reste encore très obscur pour de nombreux observateurs comme l'ancien agent de la CIA Robert Baer ou la diplomate américaine Hillary Mann Leverett qui ne semblent pas croire à la version officielle.

Des frappes militaires contre l'Iran, en plus de déstabiliser la région, consacraient également l'Arabie Saoudite comme leader musulman dans le golfe. Riyad qui, comme l'a déjà montré un des documents secrets publiés par Wikileaks, « exhorte fréquemment les Etats-Unis à attaquer l'Iran » pourrait ainsi devenir le meilleur allié diplomatique de Tel-Aviv. Ensemble, Israël et l'Arabie Saoudite arriveront-ils à convaincre Washington ? C'est tout l'enjeu des prochains jours.